

« On peut tout accepter au nom de la démocratie ! »

Instable, telle est notre société actuelle. L'Amérique s'est trumpée, l'Europe est meurtrie par le terrorisme et la crise migratoire empire. Les liens humains sont véritablement fragilisés, laissant place à l'individualisme. Comme l'affirme le sociologue Zygmunt Bauman, nous vivons dans une « modernité liquide », une société qui se base sur une incertitude perpétuelle et joue sur la peur des citoyens. Face à de tels enjeux contemporains, pouvons-nous encore tolérer de telles décisions sociopolitiques sous prétexte que nous vivons dans une société démocratique basée sur la liberté ? Tout d'abord, j'aborderai le concept de « peuple ». Ensuite, je poursuivrai avec la dimension politique. Je prolongerai ma réflexion en abordant la question économique avant de témoigner de l'importance de l'éducation.

Tout d'abord, intéressons-nous aux fondements mêmes de la démocratie : « La souveraineté appartient au peuple ». Nombreuses sont les significations que propose l'idée de « peuple ». Elles peuvent être liées à l'ethnie, la géographie, la culture, la langue, le milieu social. Respecter la volonté et la liberté d'un peuple revient à respecter celles des diverses « significations » qui en découlent. La démocratie est un régime qui repose sur un principe de « pluralisme » qui reconnaît la diversité des groupes, des idées et donc, des peuples qui composent la société. C'est un régime qui repose sur les valeurs d'égalité, de dignité et de liberté énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme instituée depuis 1948. Principe qui, par ailleurs, dans bien des cas, est bafoué. Prenons l'exemple de la Belgique, système démocratique appliquant la séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. Système qui reconnaît les droits de l'homme. Système qui pose par ailleurs problème suite au refus du secrétaire d'État, Theo Francken, quant au fait de délivrer un visa à une famille syrienne. Outrage à la justice ? Abus de pouvoir ? Quoi qu'il en soit, cet exemple démontre qu'un système démocratique ne respecte pas toujours ses propres lois.

Il est parfois délicat de juger critique et objective une telle structure lorsque de pareilles failles (ou dérives ?) sont constatées. Ainsi, de plus en plus de citoyens dénoncent le manque de transparence politique. Les politiciens sont étiquetés comme étant tous des exploiters n'ayant comme seul objectif, celui de conserver le pouvoir, se faisant élire et réélire. L'actualité liégeoise ne pourra malheureusement pas contredire cette théorie. On attribue aux citoyens les moyens de mener une action politique. Liberté qui reste limitée par la loi, car la minorité est dans l'obligation de respecter la majorité. Et pourtant, nous sommes face à des dirigeants parmi lesquels nous retrouvons l'abus de certains principes. Publiquement, certains les nient. Officieusement, ils en sont complices. Heureusement, ce cas n'est pas à considérer comme une généralité. Cependant, Pareto, sociologue et économiste italien du XXe siècle, considère le monde comme un système « binaire » dans lequel se placent les « dirigeants » et les « dirigés ». Un monde qui s'organise selon les objectifs financiers des « décideurs non élus » : les multinationales, les industries... Tolérons-nous ce type de commandement ? Ce pouvoir est-il justifié ? Peut-on continuer à considérer cela comme étant un cadre démocratique ?

Ainsi, les grandes multinationales se sont progressivement installées dans notre quotidien politique mais aussi économique, et ce, principalement en terme de consommation. Mais à quel prix ? Dès lors, abordons un nouveau débat qu'est l'économie. La démocratie repose sur un grand principe qu'est l'égalité. Il n'empêche qu'il existe toujours un partage inégal des richesses. Les politiques d'austérité ne cessent de limiter les emplois au sein des services publics. De nombreuses restrictions

en termes de sécurité sont imposées : suppression d'événements, patrouilles de militaires, contrôles renforcés... « Menace terroriste oblige ! » N'oublions pas que, d'une certaine façon, nous avons laissé ces organisations terroristes s'étendre. Oublions-nous les relations qu'entretiennent les pays européens avec certains pays pétroliers ? Oublions-nous à qui nous vendons des armes ? Seuls les négationnistes rejetteraient cette remise en cause. Nous vivons dans une démocratie, certes, mais une démocratie *capitaliste*. Au nom de quoi ? Au nom du business et de l'argent. Argent qui met sous silence le sens moral de l'esprit humain. Est-il pertinent et de droit de laisser l'argent roi, au détriment de la lucidité et de l'esprit critique de l'homme ?

Enfin, nous arrivons aux fondements élémentaires dont nous avons besoin, citoyens du monde, pour construire ce sens moral. Les failles dans un système existent toujours. Il faut apprendre à l'Homme à ne pas se laisser manipuler. Anne-Emmanuelle Bourgaux, constitutionnaliste belge déclare ceci : « On ne peut pas demander aux gens d'adhérer à un système qu'ils ne comprennent pas ». L'absence de pensée et d'esprit critique nuit à la pleine conscience de la société dans laquelle nous vivons. Cette capacité de penser, d'analyser et de comprendre la complexité de notre système ne peut se développer que grâce à l'apprentissage et l'éducation. Ainsi, l'école est d'une grande importance, car c'est de là qu'émergeront et se construiront le savoir et les idées *éclairées* des enfants, citoyens et inventeurs du monde en devenir.

Finalement, la réelle signification de la « démocratie » restera, selon moi, un éternel débat. Je me positionne de façon nuancée, car chaque situation est à prendre au cas par cas. De plus, nous avons pu nous rendre compte que de nombreuses composantes (politiques, économiques, sociales...) sont liées. La démocratie s'appréhende de différentes façons selon le regard avec lequel on tente de la définir. Un fonctionnaire n'aura pas la vision du système démocratique dans lequel il vit qu'un chef d'entreprise. Leurs avis divergeront et cela est compréhensible. Par ailleurs, il est important qu'un élément soit commun dans leur discours relatif à ce système : la connaissance de leurs droits élémentaires et de leurs limites en vertu des lois. Alors, peut-on se permettre de tout ? Il est difficile d'obtenir une réponse tranchée à la question au vu de la complexité du concept. Néanmoins, sans doute Voltaire avait-il raison : « Comme le despotisme est l'abus de la royauté, l'anarchie est l'abus de la démocratie ». Les limites de ce régime sont délicates à poser, mais tomber dans les extrêmes semble pour moi la seule chose à éviter. Dès lors, il est à présent légitime de s'inquiéter, au vu de l'actualité américaine, des limites que se posera le nouveau président élu. Est-il question de démocratie, d'autocratie, d'émocratie ou de folie ?

Gabrielle Mathues

Collège Notre-Dame de Bon Secours de Binche